



Affaire suivie par :
Léa FERNANDEZ-MATEO
Tél. : 01.69.08.31.75
Courriel : lea.fernandez-mateo@cea.fr

**CONTROLES COMPTABLES
DES MARCHES DU CEA**

**Marché classifié T.S
SANS détention d'ISC**

Projet d'accord-cadre réf. DAPS_S2MN_LFM_PM_B24-05832

Accord-cadre n°5000000xxx

Les parties **en jaune** seront complétées par le CEA lors de la mise au point de l'accord-cadre.

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur Eric STEHLE, agissant en qualité de Directeur des achats et des partenaires stratégiques,

ci-après dénommé « **le CEA** »
d'une part,

ET :

La société XXX, dont le siège social est situé au XXX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXX sous le numéro XXX, représentée par XXX, agissant en qualité de XXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
Centre de Paris Saclay | 91191 Gif-sur Yvette Cedex
T. +33 (0)1 69 08 62 36 | F. +33 (0)1 69 08 82 68

Direction des achats et des partenaires stratégiques
Service stratégie et marchés nationaux

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 4 - BENEFICIAIRES	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	4
ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	6
ARTICLE 7 - PRIX.....	10
ARTICLE 8 - REVISION DE PRIX	11
ARTICLE 9 - PROTECTION DU SECRET	11
ARTICLE 10 - DUREE.....	13
ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	14
ARTICLE 12 - REGIME FISCAL	14
ARTICLE 13 - CONFLIT D'INTERET.....	14
ARTICLE 14 - PENALITES	15
ARTICLE 15 - DROIT D'AUDIT	16
ANNEXE 1 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES EXTERIEURES AU CEA	17
ANNEXE 2 - PLAN CONTRACTUEL DE SECURITE.....	18

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre définit les conditions dans lesquelles le CEA confie au Titulaire, la réalisation de prestations de contrôle comptable à la demande de la Direction Financière et des Programmes (DFP) du CEA.

Le présent accord-cadre s'exécute sur la base de marchés subséquents, d'un montant maximum de cent mille euros (100 000 € HT).

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum d'engagement financier ni de volume de prestation. Il est plafonné à 600 000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, pour les deux (2) titulaires et pour toute la durée de son exécution.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- ✓ le cahier des charges référencé DFP-DFC-MLB-CDC-AUDIT FI-2025 ;
- ✓ les dispositions particulières définies dans les marchés subséquents émis par les centres CEA au titre de l'accord-cadre ;
- ✓ le Plan contractuel de sécurité (PCS) ;
- ✓ les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022) ;
- ✓ le Cahier des clauses sociales particulières (C2SP) de janvier 2021 ;
- ✓ les dispositions particulières applicables sur chaque site CEA en matière d'accès, de discipline, de santé et de sécurité, disponibles sur demande ;
- ✓ et à titre supplétif, les propositions Techniques et Commerciales du Titulaire remises en date du **XX/XX/2025**.

2.2 - Les conditions générales de vente du Titulaire sont inopposables au CEA, quelle qu'en soit la forme, hormis celles issues des dispositions légales d'ordre public. Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents mentionnés au 2.1, dont il accepte les dispositions.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent accord-cadre consistent en des contrôles comptables relatifs à des marchés conclus par le CEA (tous centres confondus) et soumis par ce dernier au contrôle du Titulaire. Les contrôles ont pour objectif de s'assurer que les termes financiers du marché sont bien respectés par son titulaire.

Les prestations sont définies de façon détaillée au cahier des charges référencé ci-dessus. Elles devront être en tous points conformes aux exigences fixées par ce dernier et seront rémunérées sur la base des prix définis à l'article 7 du présent accord-cadre.

Les prestations devant être réalisées par le Titulaire seront indiquées dans le libellé de chaque marché subséquent émis au titre du présent accord-cadre (cf. article 6.1).

ARTICLE 4 - BENEFICIAIRES

L'accord-cadre sera piloté par la Direction déléguée à la Fiscalité, à la Douane, à la Comptabilité et à la trésorerie (DFDCT) qui appartient à la DFP du CEA. Les demandes pourront être exprimées par la DFDCT, les Directions Opérationnelles, les Centres CEA ou de la Commission consultative des marchés.

ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1 - Obligations du Titulaire

5.1.1 Obligations générales du Titulaire

Les prestations objet du présent accord-cadre et des marchés subséquents qui y sont rattachés, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relève d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Il est le seul responsable des moyens mis en œuvre et met en place le personnel nécessaire dont il assure l'encadrement et la direction.

En sa qualité de professionnel, spécialiste du domaine concerné par le présent accord-cadre et des marchés subséquents qui y sont rattachés, le Titulaire est expressément tenu au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

Le Titulaire a la responsabilité de toutes les phases d'exécution des prestations. La remise de documents en cours de réalisation ne le dégage pas de cette responsabilité. De plus, l'examen par le CEA des documents établis, vérifiés et approuvés par le Titulaire, ainsi que les modifications qu'il apporte à une de ces pièces à la demande du CEA n'atténue en rien les responsabilités qui lui incombent.

Le Titulaire devra identifier pour chaque mission décrite au cahier des charges une personne chargée de la vérification du bon déroulement de la prestation et du contrôle des documents fournis. Tous les documents établis par le Titulaire doivent faire l'objet d'un contrôle interne avant leur livraison au CEA.

Les observations du vérificateur doivent porter sur la forme (titres, indices et numéros des documents cités en référence, révisions des logiciels utilisés, ...) et sur le fond (prise en compte du besoin, garantie de l'application des règles de l'art du métier concerné, validité des résultats). Il incombe au Titulaire de conserver la trace du contrôle des documents.

Le Titulaire apportera tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations spécifiques qui leur seront commandées au titre du présent accord-cadre.

Il informera le CEA de tout événement susceptible de compromettre le bon déroulement ou la qualité des prestations spécifiques qui lui auront été commandées, sans que cette information modifie ses obligations contractuelles respectives.

5.1.2 Habilitations professionnelles

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, si besoin est, préalablement à l'exécution des prestations, les certificats et les habilitations requis pour tous les employés amenés à intervenir sur les sites CEA et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5.1.3 Accès aux sites du CEA

Les conditions d'accès sur les sites du CEA et de travail du Titulaire, détenteur d'un marché passé par le CEA, sont réglementées. Le Titulaire se mettra en relation avec chaque centre CEA afin d'enclencher au plus tôt les demandes d'accès. Le Titulaire effectuera lui-même toutes les démarches nécessaires (en fournissant toutes les aptitudes et habilitations qui seront requises) auprès des services compétents.

5.1.4 Horaires de travail

Dans le cas où le Titulaire serait amené à travailler sur un centre CEA, les horaires de ce centre seraient nominalement appliqués. Ces horaires d'accès et les horaires de travail seront précisés dans le CCT Spé (cahier des charges technique spécifique) ou la Fiche d'Expression de Besoin (FEB).

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le Titulaire se conforme au mode opératoire indiqué par le centre et doit obtenir l'accord préalable écrit du Chef de l'Installation dans laquelle le Titulaire intervient.

5.1.5 Travail en zones particulières

Le travail en "Zone réservée" (lieu abritant des éléments couverts par le Secret Défense) ou « Zone sécurisée », (lieu abritant des éléments couverts par le Secret), s'effectue sous contrôle du personnel CEA qui travaille dans ces locaux. Le personnel du Titulaire ne peut y rester seul, sans surveillance. Par conséquent, le travail hors des horaires normaux de présence des agents CEA et les jours de fermeture des centres doit s'envisager uniquement si le CEA est en mesure d'organiser une présence de son personnel dans cette zone.

5.2 - Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document ou information nécessaire à l'exécution du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour définir l'incidence sur l'exécution de la prestation concernée.

Dans tous les cas, tous les documents remis au Titulaire par le CEA seront restitués à ce dernier à l'échéance du présent accord-cadre ou en cas de dénonciation de celui-ci.

5.3 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six (6) mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 du Code du travail (s'il est établi à l'étranger) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession - article 51-II du décret précité).
- Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions. Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne respecte pas les dispositions précitées.

En plus des documents exigés ci-dessus, si le Titulaire établi hors de France a recours à des travailleurs détachés, il devra fournir les documents suivants (article R.1263-12 du code du travail) :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ;
- une copie du document désignant son représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

5.4 - Sous-traitance

Le Titulaire ne pourra en aucun cas sous-traiter l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre sans l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CEA et de l'agrément par lui des conditions de facturation. Cette demande d'acceptation doit être accompagnée de tous les éléments permettant de juger notamment de la compétence de ce sous-traitant pour le domaine concerné : le formulaire de demande d'acceptation d'un sous-traitant est disponible sur simple demande auprès du CEA.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent accord-cadre. Les conditions d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement constituent les obligations prévues par le code de la commande publique. Il est rappelé à ce titre, que le Titulaire ne peut présenter à l'agrément du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées par les dispositions des Conditions Générales d'Achat.

Les prestations, objets de la sous-traitance, doivent être clairement identifiées. Toutefois, même avec l'autorisation de sous-traitance, le Titulaire reste responsable et garant envers le CEA des objectifs, de la bonne et complète exécution des prestations, aucune modification de l'accord-cadre ne pouvant en résulter.

Le CEA se réserve le droit d'accepter ou non le sous-traitant proposé par le Titulaire.

ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

6.1 - Formalisme des demandes du CEA

Pour chaque marché subséquent, le CEA adressera à chacun des deux titulaires de l'accord-cadre une demande composée :

- d'un courrier de consultation précisant le délai minimum de réponse, qui ne pourra être inférieur à deux semaines sauf stipulations contraires, le contenu attendu de l'offre, les critères d'analyse et leur pondération,
- d'une description technique du besoin du CEA au travers d'un CCT Spé (cahier des charges technique spécifique) ou d'une FEB (Fiche d'Expression de Besoin),
- d'un cadre de réponse financier,
- d'un projet de marché subséquent.

Chaque titulaire devra, sauf impossibilité exceptionnelle et dûment justifiée auprès du CEA, produire sous le délai imparti une réponse à son besoin, contenant une proposition technique et une proposition financière.

Le CEA maintiendra à tout moment une stricte confidentialité entre les offres des titulaires. Il dépouillera les offres en tenant compte de la proposition technique et de la proposition financière.

Le CEA utilisera les critères suivants pour attribuer un marché subséquent :

- Critère financier entre 40 et 60 %.
- Critère technique entre 40 à 60 %, réparti entre plusieurs critères tels que :
 - la compréhension du besoin du CEA,
 - la méthodologie proposée pour réaliser la mission,
 - la description des livrables proposés par le Titulaire,
 - l'organisation spécifique mise en place pour la mission, avec l'adéquation des profils au besoin,
 - le planning proposé.

Le soumissionnaire non retenu à l'issue de la consultation en sera informé par écrit par le CEA.

Après analyse des offres, un marché subséquent sera adressé au titulaire retenu.

Ce marché subséquent comporte son propre numéro d'engagement (numéro d'engagement financier commençant par 4000).

Le Titulaire d'un marché subséquent ne peut démarrer la réalisation de la prestation qu'après avoir reçu ce marché subséquent écrit et signé du CEA, et l'avoir lui-même signé, actant l'acceptation des termes de ce marché.

Le Titulaire s'engage à refuser et à signaler immédiatement au pilote CEA de l'accord-cadre :

- toute demande verbale reçue d'une unité du CEA ;
- toute consultation ou tout marché subséquent ne relevant pas du périmètre visé en objet du présent accord-cadre ;

6.2 - Lieu d'exécution des prestations

Les marchés subséquents seront exécutés sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans ses locaux ou ceux du CEA ; le CEA n'intervenant alors qu'en tant que simple détenteur des installations techniques auxquelles sont rattachées les prestations.

6.3 - Suivi et contrôle de l'accord-cadre

6.3.1 Interlocuteurs

Pour l'exécution du présent accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs principaux:

Pour le CEA :

- sur le plan technique : M. Marc LEBRETON (marc.lebreton@cea.fr) Tél : 01.69.08.10.04
- sur le plan commercial et contractuel :
 - ✓ Mme Léa FERNANDEZ-MATEO (lea.fernandez-mateo@cea.fr) Tél : 01 69 08 31 75

Pour le Titulaire :

- sur le plan technique : XXX

- sur le plan commercial et contractuel : XXX

Le Titulaire et le CEA s'engagent à prévenir l'autre Partie de tout changement d'interlocuteur principal par simple courrier postal ou électronique, ceci dans les meilleurs délais.

Les autres interlocuteurs techniques du Titulaire, du CEA seront désignés lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre puis mis à jour régulièrement.

6.3.2 Réunions et bilans

Le CEA organisera une réunion d'enclenchement et des réunions de suivi de l'accord-cadre autant que de besoin et *a minima* annuellement.

Le Titulaire devra fournir annuellement un bilan de gestion des consultations et des marchés subséquents qui sera envoyé aux responsables technique et contractuel de l'accord-cadre désignés par le CEA.

Ce bilan sera présenté au format .xlsx version 2010 et postérieures, selon le formalisme suivant :

Nom du projet	Intitulé de l'audit	Initiateur de la demande	Date de sollicitation du CEA	Date de remise des livrables	Montant facturé (en € HT)

6.3.3 Dispositions sociales et environnementales

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations de l'accord-cadre dans le respect des engagements de sa politique de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), annexée à son offre.

En particulier, les prestations de facturation et de suivi de l'accord-cadre donneront lieu à la production annuelle d'indicateurs sociaux et environnementaux définis entre le CEA et le Titulaire.

6.3.4 Remise des livrables

Chaque marché subséquent se soldera par la remise d'un document ou note de synthèse (le livrable) qui peut éventuellement faire l'objet d'un terme de facturation. La nature des livrables pourra être :

- le rapport d'audit effectué ;
- les comptes rendus de réunions associées à l'audit.

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations définies aux marchés subséquents et à remettre l'ensemble des livrables attendus listés dans le CCTP Spé/FEB, et ce dans les délais impartis.

Les commentaires du CEA portant sur les livrables du Titulaire seront transmis dans les délais fixés aux marchés subséquents. Le Titulaire devra alors les reprendre en y intégrant les remarques du CEA et proposer de nouveau ces documents pour une nouvelle vérification (même délai de relecture) et ce jusqu'à approbation finale par le CEA.

Si besoin, les livrables cités ci-dessus feront l'objet de plusieurs « aller-retour » entre les deux Parties jusqu'à atteindre les exigences du CEA suivants les critères d'acceptation ci-dessous :

- la conformité par rapport aux exigences du cahier des charges du projet considéré,
- la conformité par rapport au planning,
- la conformité des missions et /ou des documents fournis par rapport au besoin exprimé.

Tous les documents évolutifs seront caractérisés par un indice de révision et font l'objet d'un cartouche dûment rempli retraçant les étapes de création et validation interne du Titulaire.

Tous les dossiers remis par le Titulaire au CEA sera réalisé en langue française sur les supports informatiques compatibles avec les logiciels dont dispose le CEA.

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou en cas de dénonciation de celui-ci.

Ces dossiers seront la propriété du CEA. Aucune disposition du présent accord-cadre ne saura être interprétée comme donnant au Titulaire un quelconque droit à une licence ou tout autre droit lié à un brevet, une technologie ou un savoir-faire, quels qu'ils soient, détenus par le CEA.

6.4 - Suivi et contrôle des marchés subséquents à l'accord-cadre

6.4.1 Nomination des interlocuteurs pour les marchés subséquents

Pour l'exécution de chaque marché subséquent, le CEA et le Titulaire désigneront chacun un interlocuteur technique.

Au cas où les interlocuteurs techniques dûment désignés par le Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à en avvertir le CEA quinze (15) jours ouvrés à l'avance (sauf cas de force majeure). Une période de recouvrement d'une durée minimum de quinze (15) jours ouvrés (ou une durée négociée avec le CEA en fonction du marché) sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec avis de réception et prennent effet dès la date de réception de ladite lettre.

Il en est de même pour tout remplacement d'intervenant du fait du Titulaire ou à la demande du CEA du fait de manquement au niveau compétence, comportement ou respect du règlement intérieur.

6.4.2 Suivi et contrôle de la réalisation d'un marché subséquent

En fonction du marché subséquent, les réunions de suivi seront :

- une réunion d'enclenchement au cours de laquelle seront notifiés les moyens matériels particuliers mis en œuvre par chacune des Parties,
- d'éventuelles réunions d'avancement en cours d'exécution,
- une réunion de fin de prestations au cours de laquelle un procès-verbal de réception sera établi conformément au marché subséquent et signé des deux Parties.

En tout état de cause, la responsabilité de la bonne fin d'exécution des prestations spécifiques incombera au Titulaire.

Les réunions de suivi feront l'objet d'un compte-rendu respectifs rédigés par le Titulaire et soumis à l'accord écrit du CEA dans un délai défini dans le CCT Spé ou la FEB et/ou le marché subséquent correspondant, ou à défaut dans les 10 jours calendaires.

ARTICLE 7 - PRIX

7.1 - Montant plafond de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est plafonné au montant de **six-cent-mille euros hors taxes (600 000 € HT)** sur quatre (4) ans. En cas d'atteinte d'un seuil équivalent à 50% du montant plafond, le Titulaire sera dans l'obligation d'en informer, sans délai, le CEA.

7.2 - Montant des marchés subséquents

Le montant de chaque marché subséquent sera établi sur la base des taux horaires respectant les taux suivants :

Profil	Description	Expérience	Taux horaires en € HT
1- Assistant / Assistant confirmé	L'assistant intervient en soutien aux profils 1, 2, 3 et 4.	1 à 2 ans d'expérience	XXX
2- Senior / Senior expérimenté	Expérience permettant d'avoir des compétences solides pour la prestation de contrôle comptable	3 à 4 ans d'expérience	XXX
3- Manager	Pratique courante de méthodologies liées aux prestations et à la réalisation des livrables mentionnés	5 à 8 ans d'expérience	XXX
4- Senior Manager	Parfaite maîtrise des règles de la certification financière de projets européens.	9 ans et plus d'expérience	XXX
5- Associé	Chargé d'encadrer la prestation.	15 ans et plus d'expérience	XXX

Le choix du profil effectué par le Titulaire est engageant pour toute la durée de la prestation associée.

Le montant total de chaque marché subséquent ne peut dépasser **100.000 euros hors taxes** (incluant les frais de déplacement et d'hébergement et les éventuelles options).

Le montant total de chaque marché subséquent est forfaitaire, ferme et non révisable.

7.3 - Frais de déplacements et d'hébergement en dehors de la région parisienne

Le Titulaire pourra être amené à effectuer des déplacements hors région parisienne. Les frais induits seront remboursés selon les dispositions définies à l'annexe 1 du présent accord. Un relevé des missions devra être systématiquement joint aux factures présentées par le Titulaire.

ARTICLE 8 - REVISION DE PRIX

Les taux visés à l'article 7.2 sont fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre, qui court à compter de sa date d'effet, telle que visée à l'article 10.

Ils pourront ensuite être révisés pour les années suivantes.

A cet effet, dans les deux (2) mois précédant la date anniversaire de l'accord-cadre, le Titulaire transmettra au CEA / DAPS, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa proposition écrite qui fera ressortir le développement de la formule de révision indiquée ci-après :

$$T = T0 \times (0,15 + 0,85 (In / I0))$$

dans laquelle :

- T = taux horaire révisé de l'année N ;
- T0 = taux horaire initial visé à l'article 7.2 ;
- In= valeur de l'indice SYNTEC le plus récent lors de l'émission de la demande de révision de prix ;
- I0= valeur de l'indice SYNTEC du mois de la remise de l'offre du Titulaire.

Après accord écrit du CEA, la révision prendra effet à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre pour toute nouvelle consultation. La révision de prix ne s'applique donc pas aux marchés subséquents conclus avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas transmettre sa proposition écrite au-delà de la date anniversaire de l'accord-cadre. Passé ce délai la révision ne peut s'appliquer pour l'année en cours.

Si, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, les indices choisis cessaient de paraître, sans qu'il y soit officiellement substitué, les Parties se rencontreront afin de choisir un nouvel indice applicable.

ARTICLE 9 - PROTECTION DU SECRET

1. L'accord-cadre est un marché classifié de niveau **Très Secret** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il implique potentiellement la détention d'Informations et Supports Classifiés (ISC) par le Titulaire.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des ISC auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre de l'accord-cadre, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'ISC et plus particulièrement :

- les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- le code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles.

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter l'accord-cadre, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation de l'accord-cadre et ayant à connaître des ISC doivent préalablement être habilités au niveau requis par le PCS. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement de leurs habilitations.
4. Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité de l'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution de l'accord-cadre et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes estivales, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution de l'accord-cadre. Il la communique au CEA à première demande de ce dernier et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par l'accord-cadre.

5. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des ISC auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

6. L'exécution de l'accord-cadre peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du PCS.
7. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées de l'accord-cadre, sauf autorisation préalable du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le PCS.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un PCS « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées de l'accord-cadre. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FCPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des ISC convenues avec le CEA et précisées par la FCPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500€ HT/jour de retard.

9. Toute violation ou inobservation par le Titulaire des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit de l'accord-cadre en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions du code pénal.

ARTICLE 10 - DUREE

10.1 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de quarante-huit (48) mois fermes à compter du 16 mai 2025 (date prévisionnelle).

10.2 – Durée des marchés subséquents

Tout marché subséquent ne peut être passé que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Le délai d'exécution d'un marché subséquent ne devra pas excéder la date limite indiquée dans le cahier des charges spécifique ou dans le marché subséquent. Les prestations relatives aux marchés subséquents, non encore achevées à la date d'échéance de l'accord-cadre, seront poursuivies aux conditions définies dans les marchés subséquents concernés.

Toutefois, le délai d'exécution d'un marché subséquent ne peut se prolonger abusivement au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

11.1 - Echancier de facturation

Chaque marché subséquent précisera son échancier et ses termes de paiement.

11.2 - Modalités de facturation

Conformément aux conditions de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : SAC-C ;
- le numéro d'engagement (n° de l'accord-cadre et du marché subséquent) composé de 10 chiffres.

Elle doit en outre mentionner le détail de la commande spécifique et porter la référence de celle-ci.

Les factures comporteront l'ensemble des droits et taxes en vigueur exigibles au moment du fait générateur.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

11.3 - Conditions de paiement

Le délai de règlement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des fournitures conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

ARTICLE 12 - REGIME FISCAL

Le présent accord-cadre sera soumis à la TVA française au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'un Titulaire assujetti à la TVA et établi au sein de l'UE (hors France) ou hors de l'Union Européenne, cette TVA sera auto liquidée par le CEA (en vertu des dispositions de la directive 2006/112/CE). Dans ces deux situations, la mention « auto liquidation » devra figurer sur la facture du Titulaire.

ARTICLE 13 - CONFLIT D'INTERET

Le Titulaire peut candidater à des marchés subséquents, objet de consultations faites en application de cet accord-cadre en l'absence de conflit d'intérêts au sens de l'article L2141-10 du code de la commande publique. En cas de risque de conflit d'intérêts, le titulaire apporte la preuve au CEA qu'il ne dispose d'aucun avantage de nature à fausser la concurrence et à constituer une rupture d'égalité avec les autres candidats.

Dans ces conditions, et dans l'hypothèse où les éléments d'information fournis par le candidat ne s'avèreraient pas suffisamment convaincants pour le CEA, sa candidature sera rejetée et le CEA contractera avec l'autre Titulaire.

ARTICLE 14 - PENALITES

14.1- Pénalités applicables à l'exécution de l'accord

14.1.1 Pénalités en cas de non-réponse à une consultation

Si le Titulaire ne remet pas d'offre à une consultation spécifique, le CEA pourra appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire et ferme de 500 € (cinq cents euros).

Toute non réponse à une consultation devra être justifiée par écrit par le Titulaire. Toute absence de réponse répétée et régulière sera considérée par le CEA comme un manquement faisant application de l'article 6.1 du présent accord-cadre qui pourra être résilié dans les conditions définies aux CGA.

14.1.2 Pénalités pour non-respect des prix

Si constatation est faite que les prix sur lesquels s'est engagé le Titulaire ne sont pas appliqués, il est appliqué, en complément du remboursement des sommes indues, et à titre de dédommagement, une pénalité de 3 % du chiffre d'affaires hors taxes réalisé avec le CEA par le Titulaire sur les 12 derniers mois du présent accord-cadre.

14.1.3 Pénalités pour retard de remise des statistiques

En cas de non-remise des bilans annuels dans les délais fixés ou sous un format différent que celui prescrit par le CEA à l'article 6.3.2 une pénalité de cinq cents euros hors taxes (500 € HT) sera appliquée pour chaque semaine de retard.

14.2 - Pénalités applicables aux marchés subséquents

Les pénalités applicables aux marchés subséquents sont plafonnées à 10% du montant hors taxes du marché subséquent correspondant.

14.2.1 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire n'exécute pas la prestation dans les délais prévus au cahier des charges spécifiques, le CEA appliquera une pénalité de 2/1000 du montant hors taxes du marché subséquent par jour calendaire de retard constaté à compter de la date contractuelle (les dates seront précisées dans chaque cahier des charges spécifique).

14.2.2 Mesures en cas de mauvaise exécution

Si la prestation ne correspond pas aux attentes du CEA telles que définies au cahier des charges, le Titulaire reprendra à ses frais la réalisation de la prestation. Le CEA fixera un nouveau délai de livraison ou à défaut pourra demander à l'un de ses sous-traitants la réalisation de la prestation, aux frais du Titulaire.

14.3 - Caractère des pénalités

Les pénalités appliquées au Titulaire sont cumulatives et n'ont pas un caractère libératoire. Leur application n'interdit pas au CEA de prétendre à réparation de la part du Titulaire dans le cas où il lui aurait causé un préjudice.

Les pénalités seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, sur la facturation.

ARTICLE 15 - DROIT D'AUDIT

15.1 - Audit de Marché

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

15.2 - Droit d'accès

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du marché subséquent.

15.3 - Obligations à transférer

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

Fait à Saclay,
En deux exemplaires originaux,

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

**ANNEXE 1 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS
DES ENTREPRISES EXTERIEURES AU CEA**

1. Les frais engagés par le personnel des entreprises titulaires de marchés passés avec le CEA pour les déplacements en France, d'une durée inférieure à un mois, seront remboursés, dans la limite des plafonds ci-après définis, sur la base des frais réellement engagés et sur production des justificatifs correspondants :

	Déjeuner	Dîner	Nuitée en région parisienne	Nuitée en province
Montants plafonds toutes catégories de personnel confondues	20,20 €	22 €	130 €	110 €

Le tarif de la nuitée tient compte du petit-déjeuner.

Pour les déplacements d'une durée supérieure à 30 jours consécutifs, un coefficient d'abattement des plafonds de 20 % est appliqué sur l'ensemble des frais engagés.

2. Les indemnités kilométriques versées aux entreprises extérieures pour l'utilisation des véhicules de leur personnel sont les suivants :

Nombre de kilomètres parcourus	CATÉGORIE ET PUISSANCE FISCALE DES VÉHICULES				
	≤.4 CV	5 CV	≥ 6 CV	Véломoteurs (50 à 125 cm3)	Motocyclettes (>125 cm3)
	En euros TTC				
1 à 1000 kms/mois	0,32	0,35	0,37	0,08	0,12
Au-delà de 1000 kms/mois	0,15	0,17	0,18	0,08	0,12

ANNEXE 2 - PLAN CONTRACTUEL DE SECURITE

Voir le fichier « 3.2 Plan Contractuel de Sécurité AC contrôles comptables marchés.pdf ».

Le Plan contractuel de Sécurité sera renseigné au moment de la mise au point de l'accord-cadre.